

Les populations expulsées sont toujours aux abois. Plus de 4000 familles se sont retrouvées dans la rue et disloquées jusqu'à ce jour. Les villages Nkomba et Mabanda où se trouvaient leurs domiciles, commerces, lieux de culte, écoles, centres de formation et centres de santé, avaient été rasés le 26 mars 2014. Sur ordre des autorités administratives et de la Mission d'aménagement et de gestion des zones industrielles (Magzi).

« A l'époque, on a laissé entendre que des travaux devaient être réalisés sur ces terrains illégalement occupés par nous les populations nous accusait-on, mais pourtant cédés par le gouvernement de la République. Sauf que quatre ans après, il n'y a aucune construction faite », tempêtent les victimes réunies autour du collectif de Nkomba.

Elles viennent d'organiser la commémoration des quatre ans de destruction de leurs maisons dans l'arrondissement de Douala 4e. De l'avis de Jean-Jacques Elong Nkotte, nouveau président du collectif de Nkomba : « quatre ans après, aucun investissement nouveau n'a été réalisé sur le site qui est devenu une grande broussaille où des bandits ont élu domicile. Fallait-il donc chasser les populations en urgence pour ce résultat », s'interroge-t-il.

Ce dernier apprend que rendu à ce jour, « nous n'avons pas été indemnisés. Nous sommes des oubliés. Nous sommes plus de 4000 familles soit 30 000 personnes chassées de leurs maisons, plus de 20 personnes décédées ». En outre, les plaignants continuent de réclamer le respect des limites du terrain par la Magzi et leur indemnisation. « Nous avons saisi la justice en 2007. Aujourd'hui, nous sommes très bien mobilisés et attendons que le tribunal de Bonanjo vide l'affaire de Nkomba contre Magzi; que les 4000 familles évincées de force en mars 2014 soient recasées et indemnisées par la Magzi », informent-ils.
